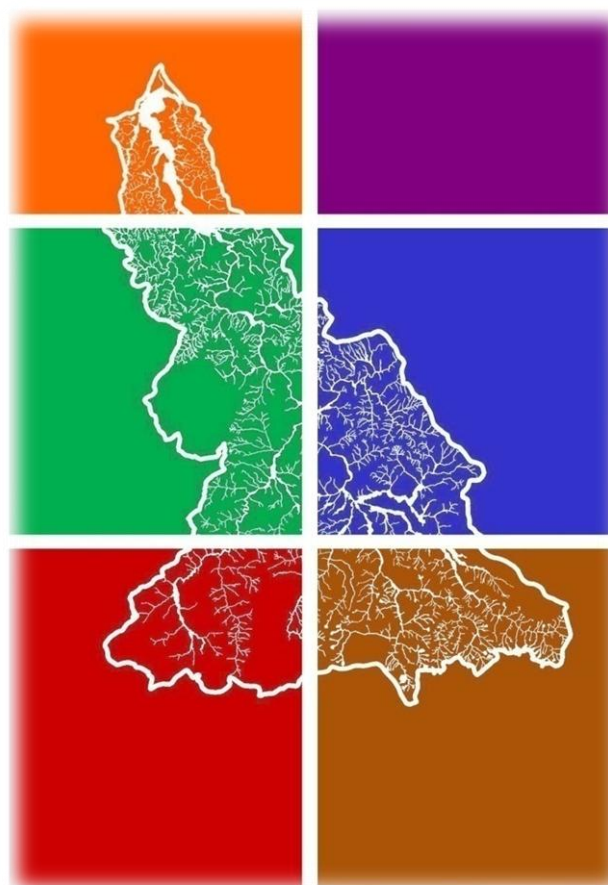


Document d'Objectifs

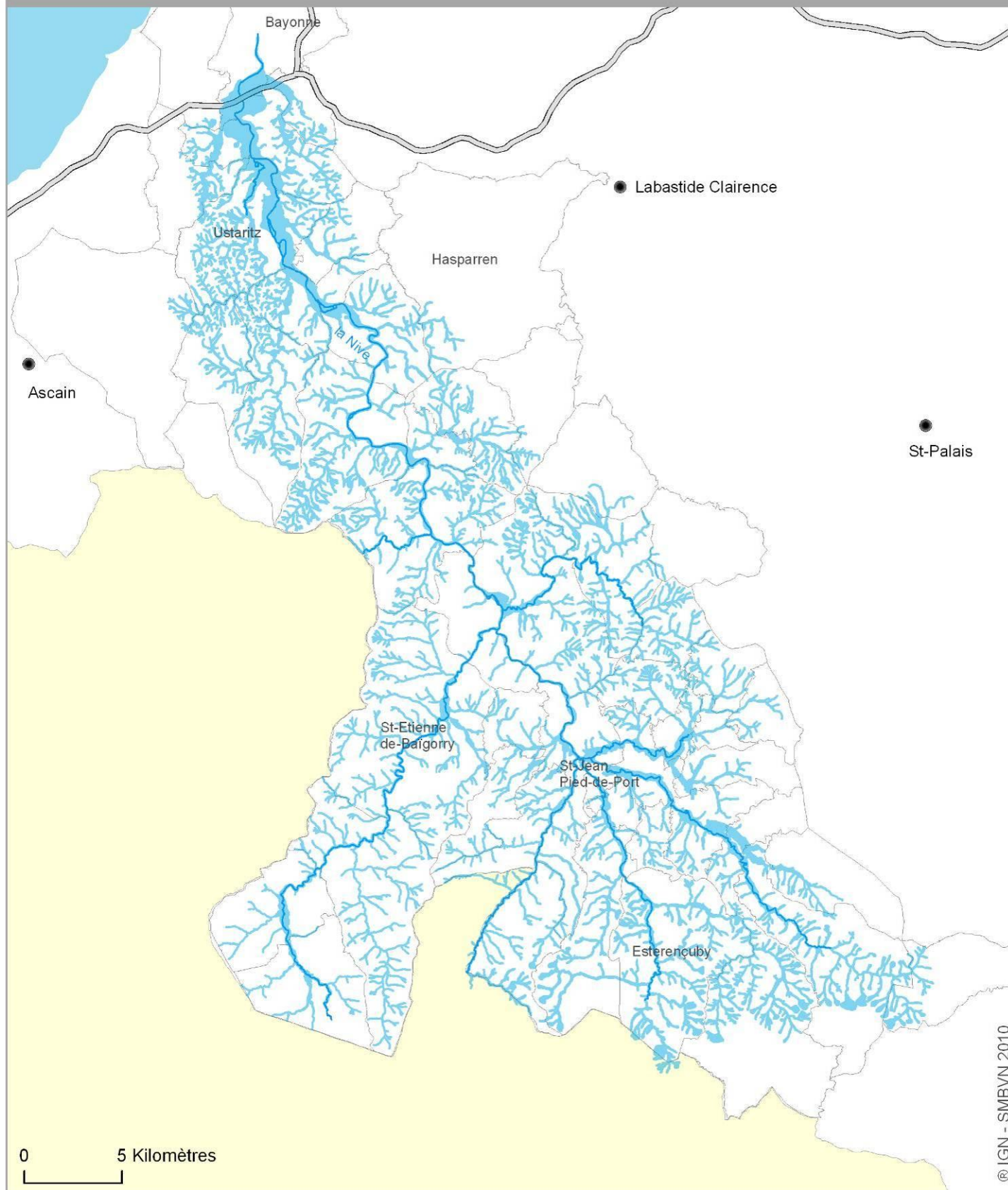
Site Natura 2000 « La Nive »

Cahiers des charges types



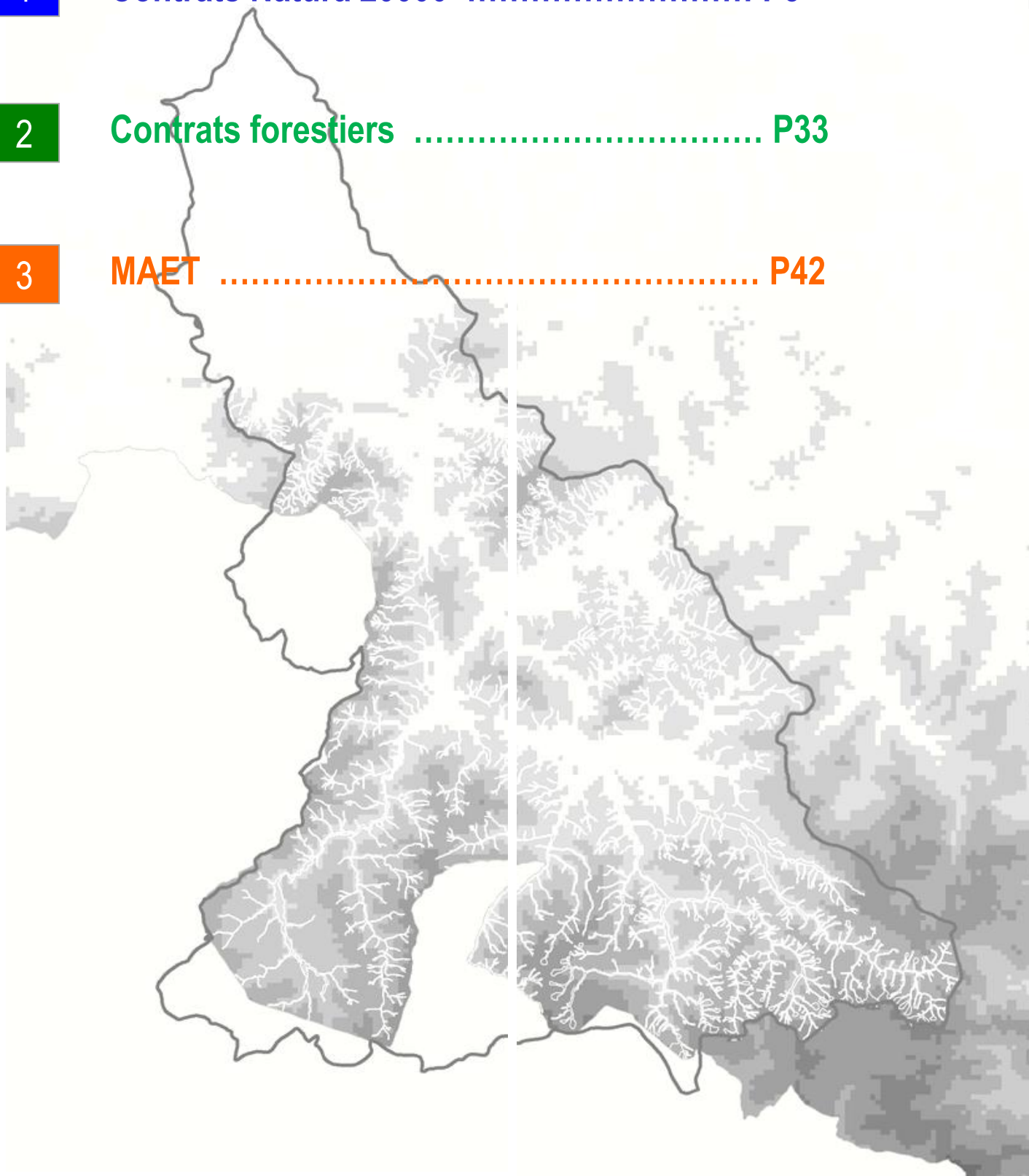
Décembre 2012

Le site Natura 2000 "La Nive"



Traitement SMBVN

1	Contrats Natura 2000	P3
2	Contrats forestiers	P33
3	MAET	P42



Contractualiser dans le cadre de Natura 2000

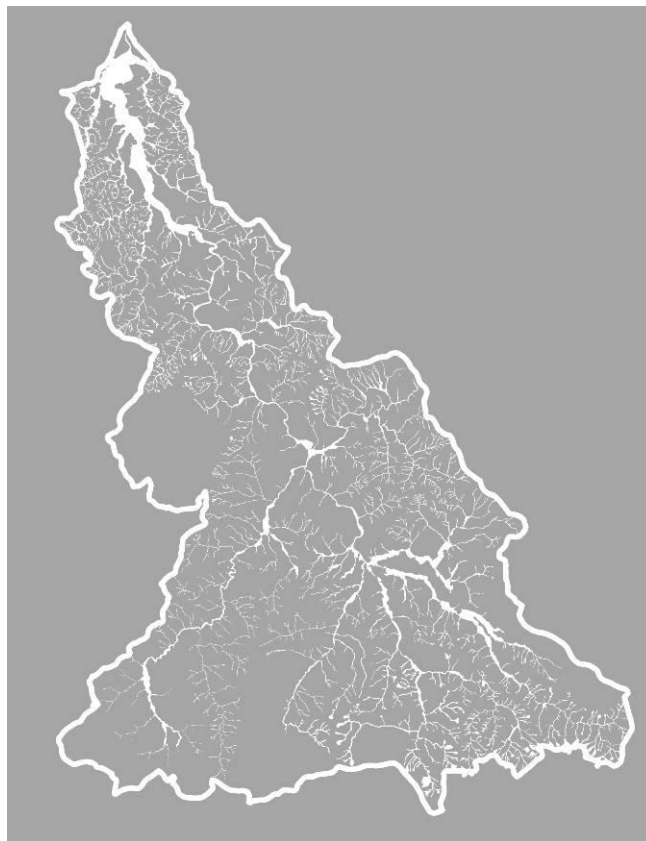
En matière de gestion des milieux naturels, le programme Natura 2000 vient compléter les mesures de protection réglementaires ou foncières existantes au moyen de contrats individuels librement consentis : Contrats Natura 2000 et Mesures agroenvironnementales territoriales (MAEt).

article L 414-3 du Code de l'environnement :

« I. - Pour l'application du document d'objectifs, les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site ainsi que les professionnels et utilisateurs des espaces marins situés dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats, dénommés "contrats Natura 2000". Les contrats Natura 2000 conclus par les exploitants agricoles peuvent prendre la forme de contrats portant sur des engagements agro-environnementaux.

Le contrat Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements conformes aux orientations et aux mesures définies par le document d'objectifs, portant sur la conservation et, le cas échéant, le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000. Il n'est conclu que lorsqu'il est exclusivement nécessaire ou directement lié à la gestion d'un site Natura 2000. Il définit la nature et les modalités des aides de l'Etat et les prestations à fournir en contrepartie par le bénéficiaire. En cas d'inexécution des engagements souscrits, les aides de l'Etat font l'objet d'un remboursement selon des modalités fixées par décret. »


Les aides financières accordées prendront la forme de subvention aux investissements (acquisition de matériel, gros travaux de restauration de milieux et diagnostics), ou d'aides annuelles à l'hectare ou au linéaire entretenu.



Le financement des outils de contractualisation

Pour la rémunération des services rendus au titre de contrats Natura 2000, les aides versées proviendront :

- de cofinancements de l'Union Européenne :
 - aides au titre du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), pour les mesures individuelles éligibles décrites au Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH), tels que les Mesures Agroenvironnementales territorialisées (MAEt), mais également pour les contrats d'animation et les contrats Natura 2000.

- 
- de l'Etat, la contrepartie nationale du financement au titre du PDRH est prise en charge par :
 - le ministère en charge de l'écologie pour les mesures hors champ agroenvironnemental : Fonds National de Gestion des Milieux Naturels (FGMN) ;
 - le ministère en charge de l'agriculture, pour les mesures entrant dans le champ de l'agroenvironnement.
 - de cofinancements éventuels émanant de collectivités territoriales, d'établissements publics (Agence de l'Eau, Office National des Forêts, Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, ...), et de tout autre acteur local.

Modalités d'attribution

Mesures agro-environnementales (MAE) permettent les aides annuelles à l'hectare, avec majoration de 20% dans le cadre de Natura 2000, pour les surcoûts de gestion et de manque à gagner, dans la limite des plafonds communautaires.

Mesures non forestières et non agro-environnementales intègrent des aides aux investissements ou à la gestion jusqu'à 100% de la dépense éligible.

Mesures forestières soutiennent les aides aux investissements (jusqu'à 100% de la dépense éligible) ou à la gestion (avec plafond communautaire de 120 euros/ha/an).

Avertissement

Les fiches actions présentées dans le présent document d'objectifs font référence à des contrats Natura 2000 qui font l'objet d'un cadrage administratif et financier des ministères de l'écologie et de l'agriculture dans le cadre du programme de développement rural hexagonal. Ce cadrage est susceptible d'évoluer et de permettre d'infléchir certaines actions ou d'en proposer de nouvelles, pour peu qu'elles soient dans l'application des objectifs de gestion définies dans la partie « Enjeux, objectifs et actions » du présent DocOb.

Pour les terrains faisant partie des exploitations agricoles du site Natura 2000, les mesures agro-environnementales (MAE) proposées sont détaillées dans les engagements unitaires agro-environnementaux du programme de développement rural présenté par la France au cofinancement communautaire par le FEADER.



Contrats Natura 2000

- **A32311R – entretien de la ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles**
- **A32311P – restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles**
- **A32312P et R -curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides**
- **A32314P – restauration des ouvrages de petite hydraulique**
- **A32314R – gestion des ouvrages de petite hydraulique**
- **A32316P – chantier de restauration de la diversité physique d ‘un cours d’eau et de sa dynamique érosive**
- **A32317P - effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons**
- **A32318P – dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires**
- **A32320P et R – chantier d’élimination ou de limitation d’une espèce indésirable**
- **A32323P – aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d’un site**
- **A32324P – travaux de mise en défens et de fermeture ou d’aménagement des accès**
- **A32325P – prise en charge de certains surcoûts d’investissement visant à réduire l’impact des dessertes et autres infrastructures linéaires**
- **A32326P – aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact**

Cahier des charges n°1		
A 32311 R - Entretien de la ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-02, CE-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	1330-5 Prairies hautes des niveaux supérieurs atteints par la marée 3110-1 Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophe planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des <i>Littorelletea uniflorae</i> 6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-4 Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces 6430-5 Mégaphorbiaies oligohalines 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laîche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes	1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1301 Desman des Pyrénées (<i>Galemys pyrenaicus</i>) 1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.i.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	L'action vise l'entretien des ripisylves et de la végétation des berges des cours d'eau avec en complément l'enlèvement raisonné des embâcles lorsque plusieurs campagnes d'interventions au cours du contrat sont nécessaires.	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A 32311 R - Entretien de la ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles	
Eléments engagés	Linéaires de ripisylve en tant qu'habitat d'espèce d'intérêt communautaire sur parcelles non agricoles et forêts alluviales d'intérêt communautaire du bassin versant de la Nive	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développées à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Taille sélective des cépées dans la ripisylve, - Débroussaillage, fauche, gyrobroyage et fauchage d'entretien avec exportation des produits de la coupe - Broyage localisé au sol et nettoyage du sol avec maintien de la strate herbacée - <u>Précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brûlage (le brûlage des rémanents n'est autorisé que dans la mesure où ils sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol et où il s'effectue sur les places spécialement aménagées. Toute utilisation d'huiles ou de pneus pour les mises à feu est absolument à proscrire.) ▪ Enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat - Coupe des espèces envahissantes ou non autochtones (platane, érable negundo, peuplier...) - Bouturage de plants indigènes (saule...) - Plantation de jeunes plants (frêne, aulne...) 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux (de octobre à février) - Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches (épareuse interdite) - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles) - Le bénéficiaire prend l'engagement de préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir). - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Agence de l'eau Adour Garonne, CG64, Communautés de communes

Cahier des charges n°2		
A32311P – restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-04	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-7 Végétations des lisières forestières nitrophiles, hygrocènes, semi sciaphiles à sciaphiles 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laîche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes	1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1301 Desman des Pyrénées (<i>Galemys pyrenaicus</i>) 1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobio</i> s.l.) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action vise la restauration des ripisylves en tant qu'habitat d'espèce lorsqu'elle sont dégradées, et de la végétation des berges des cours d'eau (mégaphorbiaies) avec en complément l'enlèvement raisonné des embâcles.</p> <p>Au titre de Natura 2000, la gestion de la végétation des berges est utile à divers titres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'éclaircissement d'un cours d'eau est un paramètre important pour la qualité des habitats piscicoles en particulier pour le saumon atlantique ; - La ripisylve constitue un milieu de prédilection pour certains mammifères comme le Vison d'Europe ou la Loutre d'Europe ; - Les digues et levées bordant les milieux aquatiques constituent souvent des sites de nidification et des zones refuges pour plusieurs espèces d'oiseaux ; - La ripisylve comprend des habitats associés comme la mégaphorbiaie visée par la directive habitat ; - La ripisylve, les digues et les levées constituent un corridor écologique, élément visé par la directive Habitat, faune flore. 	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A 32311 P - Restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles	
Éléments engagés	Linéaires de ripisylve en tant qu'habitat d'espèce sur parcelles non agricoles Forêts alluviales d'intérêt communautaire du bassin versant de la Nive Ourlets forestiers situés en lisière forestière	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6 , à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développées à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales. - Dans le cas de travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique, les opérations sont éligibles tant que les coûts correspondants ne dépassent pas 1/3 du devis global. - Dans les situations où il y a un besoin de restauration fort à l'échelle nationale pour l'espèce ou l'habitat considéré, les plantations peuvent être réalisées en dernier recours, c'est-à-dire si les espèces forestières présentes n'ont pas de dynamique de régénération spontanée avérée après un délai d' au minimum de 5 ans après l'ouverture du peuplement (ce qui peut nécessiter un avenant ou un nouveau contrat). - Pour ces plantations, la liste des essences arborées acceptées est la suivante : - Saule blanc (<i>Salix Alba</i>) - Saule pourpre (<i>Salix purpurea</i>) - Aulne glutineux (<i>Alnus glutinosa</i>) - Frêne commun (<i>Fraxinus excelsior</i>) 	

Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Ouverture à proximité du cours d'eau :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coupe sélective des cépées ▪ Désouchage ▪ Dévitalisation par annellation ▪ Débroussaillage, fauche gyrobroyage avec exportation des produits de la coupe ▪ Broyage au sol et nettoyage du sol - <u>Précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brûlage (dans la mesure où les rémanents sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol et où le brûlage s'effectue sur les places spécialement aménagées. Toute utilisation d'huiles ou de pneus pour les mises à feu est proscrite.) ▪ Enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat. - <u>Reconstitution du peuplement de bord de cours d'eau :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plantation, bouturage ▪ Dégagements ▪ Protections individuelles - Enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits - Travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique (ex : comblement de drain, ...), - Etudes et frais d'expert <p>Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur</p>
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux (entre octobre et février) - Interdiction de paillage plastique - Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles) - Le bénéficiaire prend l'engagement de préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir). - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), AEAG, CG64, Collectivités territoriales

Cahier des charges n°3		
A32312P et R -curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides		
Objectif	Mettre en œuvre une gestion favorable aux habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces	
Fiche concernée	PR-02	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	3260-4 Rivières à renoncules oligo-mésotrophes à méso-eutrophes, neutres à basiques 3260-5 Rivières eutrophes (d'aval), neutres à basiques, dominées par les Renoncules et les Potamots 3260-6 Ruisseaux et petites rivières eutrophes neutres à basiques	/
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	Les fossés et les rus constituent des habitats pour certaines espèces, hébergent des habitats d'intérêt communautaire ou jouent un rôle dans le fonctionnement hydraulique des zones humides. L'action vise le curage sélectif des canaux et fossés que l'on trouve dans les zones humides, voire des anciennes fosses d'extraction de tourbes par exemple. L'entretien de ces éléments pourra être mené au travers des autres actions Natura 2000.	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32312P et R - Curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides	
Eléments engagés	Petits ruisseaux temporaires, canaux, fossés et rigoles de drainage ou d'irrigation et roubines situées sur des terrains non agricoles, non forestiers	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Seuls les ouvrages non maçonnés et végétalisés sont éligibles. Les structures hydrauliques faisant l'objet d'une association syndicale autorisée (ASA) ne sont pas éligibles.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation afin d'identifier précisément les habitats et espèces à préserver	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Curage manuel ou mécanique - Evacuation ou régalaie des matériaux - Études et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur - En cas de non respect des engagements y compris ceux qui ne donnent pas lieu à une contrepartie financière le remboursement de tout ou partie de l'aide peut-être exigé 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux (entre octobre et mars) - Le curage doit viser le maintien de berges avec une pente de moins de 60% - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire) - Autoriser l'accès aux terrains pour la réalisation des diagnostics, inventaires, suivis et l'entretien 	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des canaux ou fossés - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation	
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000 L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :	

	<p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional réalisé sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), AEAG, CG64, Collectivités territoriales

Cahier des charges n°4		
A32314P – restauration des ouvrages de petite hydraulique		
Objectif	Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-06	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-4 Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces 6430-5 Mégaphorbiaies oligohalines 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laîche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes 91F0-3 Chênaies-ormes à frêne oxyphylle	1044 Agrion de mercure (<i>Coenagrion mercuriale</i>) 1220 Cistude d'Europe (<i>Emys orbicularis</i>) 1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.i.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Barthes de la Nive aval	
Description de l'action	Cette action vise des investissements pour la création, la restauration ou la modification de fossés, d'ouvrages de contrôle des niveaux d'eaux, de seuils l'enlèvement de drains. La gestion de ces ouvrages est prévu dans le cadre de l'action A32314R	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32314P – restauration des ouvrages de petite hydraulique	
Eléments engagés	Clapets et portes à flots situés dans les barthes de la Nive aval (Ansot, Villefranque, Urdainz.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique de l'eau. Il est en outre rappelé les dispositions précisées en fiche 6 pour les actions relatives à des cours d'eau, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développées à cette fin par les agences de l'eau et les collectivités territoriales.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation, identifiant le fonctionnement hydraulique actuel des milieux, et le fonctionnement idéal pour les habitats et espèces d'intérêt communautaire.	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Fournitures, construction, installation d'ouvrages de petite hydraulique rurale - Equipement pour l'alimentation en eau de type éolienne - Terrassements pour caler la topographie et implanter l'ouvrage - Opération de bouchage de drains - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire) 	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation 	

	- - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000 L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème : Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non. Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°5		
A32314R – gestion des ouvrages de petite hydraulique		
Objectif	Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-06	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-4 Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces 6430-5 Mégaphorbiaies oligohalines 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laïche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes 91F0-3 Chênaies-ormes à frêne oxyphylle	1044 Agrion de mercure (<i>Coenagrion mercuriale</i>) 1060 Cuivré des marais (<i>Lycaena dispar</i>) 1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>Le maintien ou le rétablissement d'un bon état de conservation de certaines espèces et certains habitats est lié au maintien des conditions hydrologiques et hydrauliques locales. Cela peut nécessiter des prestations ponctuelles pour manipuler des vannes, batardeaux, clapets, buses et seuils pour des opérations de nettoyage de sources par exemple ou encore l'entretien de micro-éoliennes.</p> <p>L'action finance une quantité de temps définie à passer sur des sites pour surveiller le niveau d'eau et gérer les ouvrages hydrauliques en fonction des cotes retenues.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32314R – gestion des ouvrages de petite hydraulique	
Eléments engagés	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique de l'eau. Il est en outre rappelé les dispositions précisées en fiche 6 pour les actions relatives à des cours d'eau, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développées à cette fin par les agences de l'eau et les collectivités territoriales. Dans les contextes agricoles, le fonctionnement des syndicats de marais ou des ASA ne pourra pas être financé par cette action.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Temps de travail pour la manipulation et surveillance des ouvrages de petite hydraulique rurale - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	

Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000 L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème : Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non. Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°6		
A32316P – chantier de restauration de la diversité physique d'un cours d'eau et de sa dynamique érosive		
Objectif	Favoriser une gestion naturelle des linéaires d'accompagnement des cours d'eau, fossés et zones humides	
Fiche concernée	CE-01	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	3270-1 Bidentation des rivières et <i>Chenopodium rubi</i>	1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.i.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	Cette action favorise la diversité des écoulements, de la nature des fonds et des hauteurs d'eau et privilégie la conservation d'un lit dynamique et varié plutôt qu'un cours d'eau homogène et lent. Des opérations plus lourdes de reméandrement, au besoin à partir d'annexes fluviales, peuvent être envisagées. Cette action comprendra donc certains éléments liés à la gestion intégrée de l'érosion fluviale : démantèlement d'enrochements ou d'endiguements ou encore le déversement de graviers en lit mineur pour favoriser la dynamique fluviale.	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32316P – chantier de restauration de la diversité physique d'un cours d'eau et de sa dynamique érosive	
Eléments engagés	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des bassins versants et de recourir aux financements développées à cette fin par les programmes d'intervention des agences de l'eau et des collectivités territoriales.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Elargissements, rétrécissements, déviation du lit - Apport de matériaux, pose d'épis, enlèvement ou maintien d'embâcles ou de blocs - Démantèlement d'enrochements ou d'endiguements - Déversement de graviers - Protection végétalisée des berges (cf. A32311P pour la végétalisation) - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation	

Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°7		
A32317P - effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons		
Objectif	Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-05	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	/	1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.i.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>Cette action vise à conserver la continuité des habitats d'espèces et les possibilités de migration en favorisant la connectivité, longitudinale mais aussi latérale, des habitats sur les cours d'eau non classés.</p> <p>L'objectif est d'aménager ou de supprimer les busages situés sur les cours d'eau et bloquant la montaison, la dévalaison ou simplement la circulation de la faune piscicole d'intérêt communautaire et des écrevisses à pattes blanches.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32317P - effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons	
Éléments engagés	Busages et petits obstacles anthropiques situés sur cours d'eau non classés	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Opération non éligible pour les ouvrages soumis à l'application de l'article L 432-6 du code de l'environnement Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développées à cette fin dans les programmes d'intervention des agences de l'eau et des collectivités territoriales.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Effacement des ouvrages et / ou remplacement de l'ouvrage par un plus adapté - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation	
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000 L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème : Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de	

	devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non. Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°8		
A32318P – dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires		
Objectif	Favoriser une gestion naturelle des linéaires d'accompagnement des cours d'eau, fossés et zones humides	
Fiche concernée	CE-01	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	3270-1 <i>Bidention</i> des rivières et <i>Chenopodion rubi</i>	1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.i.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>La présence d'alluvions non végétalisés est nécessaire au développement de la végétation annuelle du <i>Chenopodion rubri</i> ou à la présence des espèces végétales et animales qui recherchent les milieux alluviaux pionniers (oedicnème ou sternes pour les oiseaux par exemple). Ces conditions écologiques se retrouvent sur les bancs alluvionnaires modelés par les rivières. Cependant, l'aménagement hydraulique et la colonisation parfois rapide par les ligneux comme les saules ou le peuplier noir entraîne la fixation définitive des bancs avec comme conséquence une réduction du débit solide pouvant entraîner l'enfoncement du lit (incision) et la réduction du lit mineur à de petits chenaux actifs voire à un chenal unique.</p> <p>De plus, pour des raisons de sécurité en cas de crue, ou parfois pour limiter le risque d'érosion des berges, il est jugé préférable de ne pas laisser s'installer une végétation pérenne. L'entretien des bancs de graviers et atterrissements est considéré comme une action préventive qui permet de ne pas avoir besoin de chantiers plus lourds (tant sur le plan financier qu'en terme d'impact écologique). Enfin la possibilité pour la rivière de mobiliser des matériaux lui confère un fonctionnement à caractère plus naturel (maintien de la dynamique alluviale) qui peut être un des critères visés pour ces habitats.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32318P – dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires	
Eléments engagés	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des bassins versants et de recourir aux financements développées à cette fin dans les programmes des agences de l'eau et des collectivités territoriales.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Dévégétalisation : bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux, dévitalisation par annellation, dessouchage - Enlèvement des grumes (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat) - Scarification - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux (hors période de nidification) - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par 	

	le bénéficiaire)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°9		
A32320P et R – chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable		
Objectif	Limiter la prolifération des espèces par une lutte raisonnée	
Fiche concernée	GE-01, GE-03, GE-04, GE-05	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	1330-5 Prairies hautes des niveaux supérieurs atteints par la marée 3150-4 Rivières, canaux et fossés eutrophes des marais naturels 6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-4 Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces 6430-5 Mégaphorbiaies oligohalines 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laîche espacée des petits ruisseaux	1607* Angélique des estuaires (<i>Angelica heterocarpa</i>) 1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	L'action concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce animale ou végétale indésirable : espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action. Une espèce indésirable n'est pas définie dans le cadre de la circulaire mais de façon locale par rapport à un habitat ou une espèce donnés	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32320P et R – chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable	
Éléments engagés	Tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire concernés par les espèces envahissantes	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<p>Cette action peut être utilisée si l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable et si la station d'espèce indésirable est de faible dimension.</p> <p>On parle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'élimination : si l'action vise à supprimer tous les spécimens de la zone considérée. On conduit un chantier d'élimination, si l'intervention est ponctuelle. L'élimination est soit d'emblée complète soit progressive. ➤ de limitation : si l'action vise simplement à réduire la présence de l'espèce indésirable en deçà d'un seuil acceptable. On conduit un chantier de limitation si l'intervention y est également ponctuelle mais répétitive car il y a une dynamique de recolonisation permanente. <p>Dans tous les cas, les techniques de lutte retenues devront, être en conformité avec les réglementations en vigueur et avoir démontré leur efficacité et leur innocuité par rapport au milieu et aux autres espèces.</p> <p>Cette action est inéligible au contrat Natura 2000 si elle vise à financer :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'application de la réglementation notamment au titre du code de l'environnement (ex. pour les espèces animales : réglementation sur la chasse ou les animaux classés nuisibles) et du code rural <u>Le contrat Natura 2000 n'a pas pour but de financer l'application de la réglementation.</u> ➤ les dégâts d'espèces prédatrices (grands carnivores, Grand cormoran...), l'élimination ou la limitation d'une espèce dont la station est présente sur la majeure partie du site et/ou en dehors du site. 	

Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes et frais d'expert - Spécifiques aux espèces animales : acquisition de cages pièges / suivi et collecte des pièges - Spécifiques aux espèces végétales : broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre / arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes) <p>Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre Coupe des grands arbres et des semenciers Enlèvement et transfert des produits de coupe (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat) Dévitalisation par annellation Traitement chimique des semis, des rejets, ou des souches uniquement pour les espèces à forte capacité de rejet</p>
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Communs aux espèces animales ou végétales indésirables : Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Spécifiques aux espèces animales : lutte chimique interdite - Spécifiques aux espèces végétales : le bénéficiaire s'engage à ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables (exemple : lutte contre le robinier, puis ouverture brutale stimulant le drageonnage). <p>Dans la mesure du possible, les traitements chimiques doivent présenter un caractère exceptionnel et porter sur des surfaces aussi restreintes que possible</p>
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°10		
A32323P – aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site		
Objectif	Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-07	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	/	1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1301 Desman des Pyrénées (<i>Galemys pyrenaicus</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>Cette action regroupe toutes les catégories d'actions en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site qui nécessitent d'acheter, de fabriquer et/ou de disposer d'objets ou d'aménagements particuliers ou encore de réaliser des prestations techniques particulières qui facilitent l'une ou l'autre des étapes du cycle de vie des espèces considérées. Il peut s'agir de réhabilitation de murets en faveur du desman, d'aménagement de passage à mammifères aquatiques sous les ponts, etc.</p> <p>Cette action ne finance pas les actions d'entretien (par exemple entretien du grillage le long d'un axe de circulation).</p> <p>Les actions visant l'aménagement des rivières pour les poissons ou l'aménagement des chemins et voies routières, couvertes par ailleurs, ne sont pas concernées ici.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32323P – aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Les aménagements artificiels mis en place doivent être directement favorable à une espèce d'intérêt communautaire. La présence de ces espèces sur le secteur ou sera réalisé l'aménagement doit être vérifiée.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et entretien de muret - Aménagements spécifiques pour mammifères semi-aquatiques (passages sous ponts, grilles bloquant l'accès aux routes ...) - Autres aménagements (réhabilitation de murets ...) - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux doit être compatible avec la réglementation concernant la loi sur l'eau - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par un bénéficiaire) 	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation	
Financement et	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000	

versement des aides	L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème : Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non. Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°11		
A32324P – travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagement des accès		
Objectif	Mettre en défens les habitats d'intérêt communautaire prioritaire quand cela semble nécessaire	
Fiche concernée	PR-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	7110*-1 Tourbières hautes actives 7230-1 Végétation des bas marais neutro-alkalins 8220-21 Végétation humo-épilithique des rochers et parois acidoclines vasco-cantabriques et bretonne	1421 Trichomanes remarquable (<i>Trichomanes speciosum</i>) 1625 Soldanelle velue (<i>Soldanella villosa</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne la mise en défens permanente ou temporaire d'habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou d'espèces d'intérêt communautaire (type tourbières) sensibles au piétinement. Elle est liée à la maîtrise de la fréquentation ou de la pression des troupeaux (chevaux, moutons, vaches ...) dans les zones hébergeant des types d'habitats ou des espèces d'intérêt communautaire très sensibles au piétinement, à l'érosion, à l'abrouissement ou aux risques inhérents à la divagation des troupeaux, ainsi qu'aux dégradations (dépôts d'ordures entraînant une eutrophisation).</p> <p>Il faut cependant souligner qu'il peut s'agir d'une action coûteuse : c'est donc une action à ne mobiliser que dans des situations réellement préoccupantes.</p> <p>Enfin, l'aménagement d'accès existants et créant des impacts négatifs peut être envisagé à partir du moment où il ne s'agit pas simplement d'un moyen pour mettre en place l'ouverture au public.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32324P – travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagement des accès	
Conditions spécifiques d'éligibilité	L'aménagement des accès n'est pas éligible dans le but d'ouvrir un site au public	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de poteaux, grillage, clôture - Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ; - Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôtures ; - Création de fossés ou de talus interdisant l'accès (notamment motorisé) ; - Création de linéaires de végétation écran par plantation d'essences autochtones - Entretien des équipements - Etudes et frais d'expert (ex : réalisation d'un plan d'intervention) - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'autorisation des travaux - Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire) 	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 	

Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000 L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème : Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujetti à la TVA ou non. Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°12		
A32325P – prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes et autres infrastructures linéaires		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer le libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-7 Végétations des lisières forestières nitrophiles, hygrocènes, semi sciaphiles à sciaphiles 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laîche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes 91F0-3 Chênaies-ormaies à frêne oxyphylle	1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1301 Desman des Pyrénées (<i>Galemys pyrenaicus</i>) 1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobio</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne la prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire des routes, des chemins, des dessertes ou autres infrastructures linéaires non soumises au décret 2001-1216 du 20 décembre 2001 (évaluation des incidences).</p> <p>Cette action est liée à la maîtrise de la fréquentation (randonnées, cheval, etc.) dans les zones hébergeant des espèces d'intérêt communautaire sensibles au dérangement, notamment en période de reproduction. Tous les types de dessertes sont visés : piétonne, véhicule, cheval, etc. La mise en place d'ouvrages de franchissement (notamment temporaires) destinés à minimiser l'impact d'interventions sur l'environnement peuvent également être pris en charge dans le cadre de cette action ainsi que l'aménagement de passages inférieurs ou de passages spécifiques pour limiter l'impact des routes sur le déplacement de nombreux amphibiens, reptiles et mammifères.</p> <p>Cette action ne peut avoir lieu que pour des investissements anciens, tout nouveau projet d'infrastructures étant soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32325P – prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes et autres infrastructures linéaires	
Conditions spécifiques d'éligibilité	l'action n'est pas éligible pour les nouveaux projets d'infrastructures, les opérations rendues obligatoires réglementairement	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Allongement de parcours normaux de voirie existante - Mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, ...) - Mise en place de dispositif anti-érosifs - Changement de substrat - Mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage temporaire, poutrelles démontables, ...) ou permanents 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'ouvrages de franchissement permanents en accompagnement du détournement d'un parcours existant ; Mise en place de dispositifs destinés à empêcher l'accès sur la chaussée - Mise en place de passerelles et aménagement de passage à gué sur des petits cours d'eau - Mise en place de dispositifs d'effarouchement ou de protection sur les lignes électriques - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°13		
A32326P – aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact		
Objectif	Limiter la prolifération des espèces par une lutte raisonnée Limiter les sources de pollution Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	GE-01, GE-03, QE-01, CE-03, CE-04	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	1330-5 Prairies hautes des niveaux supérieurs atteints par la marée 3150-4 Rivières, canaux et fossés eutrophes des marais naturels 6430-1 Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes 6430-4 Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces 6430-5 Mégaphorbiaies oligohalines 6430-7 Végétations des lisières forestières nitrophiles, hygrocènes, semi sciaphiles à sciaphiles 91E0*-1 Saulaies arborescentes à saule blanc 91E0*-8 Aulnaies-frênaies à laïche espacée des petits ruisseaux 91E0*-11 Aulnaies à hautes herbes 9180* Forêts de pentes, éboulis, ravins du <i>Tilio-Acerion</i> 91F0-3 Chênaies-ormaies à frêne oxyphylle	1607* Angélique des estuaires (<i>Angelica heterocarpa</i>) 1355 Loutre d'Europe (<i>Lutra lutra</i>) 1356 Vison d'Europe (<i>Mustela lutreola</i>) 1301 Desman des Pyrénées (<i>Galemys pyrenaicus</i>) 1092 Ecrevisse à pattes blanches (<i>Austropotamobius pallipes</i>) 1103 Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>) 1163 Chabot (<i>Cottus gobios.l.</i>) 1102 Grande alose (<i>Alosa alosa</i>) 1099 Lamproie de rivière (<i>Lampetra fluviatilis</i>) 1095 Lamproie marine (<i>Petromyzon marinus</i>) 1096 Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>) 1106 Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>) 1126 Toxostome (<i>Parachondrostoma toxostoma</i>)
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne les aménagements visant à informer les usagers afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles.</p> <p>Cette action repose sur la mise en place de panneaux d'interdiction de passage ou de recommandations (pour ne pas détruire une espèce, par exemple).</p> <p>Les panneaux doivent être positionnés (sur le site Natura 2000) à des endroits stratégiques pour les usagers (entrée de piste ou de chemin, parking...), et être cohérents avec d'éventuels plans de communication ou schémas de circulation mis en place par ailleurs et englobant les parcelles concernées.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 non agricole non forestier A32326P – aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - L'action doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le DOCOB, et vise l'accompagnement d'actions listées dans la présente annexe réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 (réalisées de manière rémunérées ou non). Cette action ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion listées dans la présente annexe. - L'action ne se substitue pas à la communication globale liée à la politique Natura 2000. Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée. - L'animation proprement dite ne relève pas du champ du contrat. 	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit non agricoles, non forestiers	

Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation
Engagements rémunérés	
Engagements non rémunérés	
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Natura 2000</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives ou barème :</p> <p>Dans le premier cas, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p> <p>Dans le second cas, elle est estimée sur la base d'un barème régional.</p>
Dispositif financier	Mesure 323 B Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales



Contrats Forestiers

- **F22706 – chantier d’entretien et de restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles**
- **F22709 – prise en charge de certains surcoûts d’investissement visant à réduire l’impact des dessertes en forêt**
- **F22710 – Mise en défens de types d’habitats d’intérêt communautaire**
- **F22714 – investissements visant à informer les usagers de la forêt**

Cahier des charges n°1		
F22706 – chantier d'entretien et de restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-03 CE-04	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétations forestières alluviales à Saule blanc ou érable Negundo (EUR 91E0*) - Forêts alluviales à <i>Alnus Glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (EUR 91E0*) - Aulnaies-frênaies alluviales à hautes herbes (EUR 91E0*) - Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus laevis</i>, <i>Ulmus minor</i>, <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i>, riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>) (EUR 91F0) 	<ul style="list-style-type: none"> - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne les investissements pour la réhabilitation ou la création de ripisylve et de forêts alluviales dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires, y compris les investissements mineurs dans le domaine hydraulique, indispensables pour atteindre l'objectif recherché.</p> <p>Il s'agit d'améliorer les boisements en place ou de constituer des boisements feuillus au bénéfice des espèces et habitats visés par l'action.</p>	
Type de contrat	Contrat forestier : F22706 – chantier d'entretien et de restauration de ripisylve, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles	
Éléments engagés	Parcelles forestières. Les surfaces engagées en ha seront déterminées au moment de la contractualisation.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<p>Il est rappelé les dispositions précisées en fiche 6, à savoir qu'il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau s'intégrant dans les documents de planification locale de la politique de l'eau et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lorsque, pour la pérennité d'un habitat ou d'une espèce déterminée, il est nécessaire de réaliser des coupes destinées à éclaircir le milieu, ces actions sont finançables, ainsi que les menus travaux permettant d'accompagner le renouvellement du peuplement. - Dans le cas de travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique, les opérations sont éligibles tant que les coûts correspondants ne dépassent pas un seuil défini au niveau régional, qui doit être au maximum 1/3 du devis global. - Dans les situations où il y a un besoin de restauration fort à l'échelle nationale pour l'espèce ou l'habitat considéré, les plantations peuvent être réalisées en dernier recours, c'est-à-dire si les espèces forestières présentes n'ont pas de dynamique de régénération spontanée avérée après un délai précisé dans le DOCOB et qui sera au minimum de 5 ans après l'ouverture du peuplement (ce qui peut nécessiter un avenant ou un nouveau contrat). <p>Pour ces plantations, la liste des essences arborées acceptées (notamment les essences possibles en situation monospécifique comme l'aulne, par exemple), ainsi que les modalités de plantation (apports ponctuels ou en plein), les densités initiales et finales sont fixées au niveau régional.</p>	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration du peuplement (La structuration des peuplements peut être réalisée selon les modalités de l'action correspondante, action F22715) 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture à proximité du cours d'eau : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coupe de bois ▪ Dévitalisation par annellation ▪ Débroussaillage, fauche gyrobroyage avec exportation des produits de la coupe ▪ Broyage au sol et nettoyage du sol - Précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brûlage (dans la mesure où les rémanents sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol et où le brûlage s'effectue sur les places spécialement aménagées. Toute utilisation d'huiles ou de pneus pour les mises à feu est proscrite.) ▪ Enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat - Reconstitution du peuplement de bord de cours d'eau : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plantation, bouturage ▪ Dégagements ▪ Protections individuelles - Enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits - Travaux annexes de restauration du fonctionnement hydrique (ex : comblement de drain, ...) - Etudes et frais d'expert <p>Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur</p>
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de paillage plastique - Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles) - Le bénéficiaire prend l'engagement de préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir). - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat forestier. L'aide versée sur pièces justificatives, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.
Dispositif financier	Mesure 227 Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°2		
F22709 – prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétations forestières alluviales à Saule blanc ou érable Negundo (EUR 91E0*) - Forêts alluviales à <i>Alnus Glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (EUR 91E0*) - Aulnaies-frênaies alluviales à hautes herbes (EUR 91E0*) - Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus laevis</i>, <i>Ulmus minor</i>, <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i>, riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>) (EUR 91F0) - Forêts de pentes, éboulis, ravins du <i>Tilio-Acerion</i> (EUR9180*) 	<ul style="list-style-type: none"> - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne la prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt non soumises au décret 2001-1216 du 20 décembre 2001 (évaluation des incidences) sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.</p> <p>Ces actions sont liées à la maîtrise de la fréquentation (randonnées, cheval, etc.) dans les zones hébergeant des espèces d'intérêt communautaire sensibles au dérangement, notamment en période de reproduction. C'est particulièrement vrai pour certaines espèces à grand territoire pour lesquelles une mise en défens par clôture (action F22710) ne serait pas adaptée. Tous les types de dessertes sont visés : piétonne, véhicule, cheval, etc.</p> <p>La mise en place d'ouvrages de franchissement (notamment temporaires) peuvent également être pris en charge dans le cadre de cette action.</p> <p>Concernant la voirie forestière (voies accessibles aux grumiers ou aux véhicules légers) cette action ne prend en charge que les éventuelles modifications d'un tracé préexistant et non la création de piste ou de route en tant que telle.</p>	
Type de contrat	Contrat Forestier : F22709 – prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt	
Eléments engagés	Parcelles forestières. Les surfaces engagées en ha seront déterminées au moment de la contractualisation.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<p>L'analyse de la desserte, de son impact et de son éventuelle modification ne doit pas uniquement être faite au niveau du site considéré mais aussi de manière plus globale au niveau constituant un massif cohérent.</p> <p>Il faut rappeler que les opérations rendues obligatoires, notamment par la loi sur l'eau, ne peuvent pas être éligibles.</p>	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Allongement de parcours normaux d'une voirie existante ; - Mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, plantation d'épineux autochtones...) ; - Mise en place de dispositifs anti-érosifs ; - Changement de substrat - Mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage 	

	temporaire, poutrelles démontables...) ; - Mise en place d'ouvrages de franchissement permanents en accompagnement du détournement d'un parcours existant ; - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur
Engagements non rémunérés	Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)
Points de contrôle	- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Forestier L'aide, versée sur pièces justificatives, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.
Dispositif financier	Mesure 227 Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°3		
F22710 – Mise en défens de types d'habitats d'intérêt communautaire		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-03 CE-04	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétations forestières alluviales à Saule blanc ou érable Negundo (EUR 91E0*) - Forêts alluviales à <i>Alnus Glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (EUR 91E0*) - Aulnaies-frênaies alluviales à hautes herbes (EUR 91E0*) - Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus laevis</i>, <i>Ulmus minor</i>, <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i>, riveraines des grands fleuves (<i>Ulmus minor</i>) (EUR 91F0) - Forêts de pentes, éboulis, ravins du <i>Tilio-Acerion</i> (EUR9180*) 	<ul style="list-style-type: none"> - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne la mise en défens permanente ou temporaire d'habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou d'espèces d'intérêt communautaire sensibles à l'abrutissement ou au piétinement. Elle est liée à la maîtrise de la fréquentation ou de la pression des ongulés (randonneurs, chevaux, chèvres, grand gibier ...) dans les zones hébergeant des types d'habitats ou des espèces d'intérêt communautaire très sensibles au piétinement, à l'érosion, à l'abrutissement ou aux risques inhérents à la divagation des troupeaux, ainsi qu'aux dégradations (dépôts d'ordures entraînant une eutrophisation).</p> <p>Cette action peut également permettre de préserver des espaces au profit d'espèces sensibles au dérangement.</p> <p>Il faut cependant souligner qu'il peut s'agir d'une action coûteuse : c'est donc une action à ne mobiliser que dans des situations réellement préoccupantes.</p> <p>Enfin, l'aménagement d'accès existants et créant des impacts négatifs peut être envisagé à partir du moment où il ne s'agit pas simplement d'un moyen pour mettre en place l'ouverture au public.</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 forestier : F22710 – Mise en défens de types d'habitats d'intérêt communautaire	
Éléments engagés	Parcelles forestières. Les surfaces engagées en ha seront déterminées au moment de la contractualisation.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	- L'aménagement des accès n'est pas éligible dans le but d'ouvrir un site au public	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de poteaux et de grillage, ou de clôture ; - Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ; - Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôtures ; - Remplacement ou la réparation du matériel en cas de dégradation ; - Création de fossés et/ou de talus interdisant l'accès (notamment motorisé) ; - Création de linéaires de végétation écran par plantation d'essences autochtones ; - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du 	

	service instructeur
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Si les opérations prévues impliquent la pose de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Forestier</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p>
Dispositif financier	Mesure 227 Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales

Cahier des charges n°4		
F22714 – investissements visant à informer les usagers de la forêt		
Objectif	Maintenir ou restaurer les ripisylves Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs	
Fiche concernée	CE-03 CE-04	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétations forestières alluviales à Saule blanc ou érable Negundo (EUR 91E0*) - Forêts alluviales à Alnus Glutinosa et Fraxinus excelsior (EUR 91E0*) - Aulnaies-frênaies alluviales à hautes herbes (EUR 91E0*) - Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus laevis</i>, <i>Ulmus minor</i>, <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i>, riveraines des grands fleuves (<i>Ulmus minor</i>) (EUR 91F0) - Forêts de pentes, éboulis, ravins du <i>Tilio-Acerion</i> (EUR9180*) 	<ul style="list-style-type: none"> - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>L'action concerne les investissements visant à informer les usagers de la forêt afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles. Cette action repose sur la mise en place de panneaux d'interdiction de passage (en lien avec l'action F22710), ou de recommandations (pour ne pas détruire une espèce, par exemple).</p> <p>Les panneaux doivent être positionnés (sur le site Natura 2000) à des endroits stratégiques pour les usagers (entrée de piste ou de chemin, parking...), et être cohérents avec d'éventuels plans de communication ou schémas de circulation mis en place par ailleurs et englobant les parcelles concernées (exemple : zone à ours).</p>	
Type de contrat	Contrat Natura 2000 forestier : F22714 – investissements visant à informer les usagers de la forêt	
Eléments engagés	Parcelles forestières. Les surfaces engagées en ha seront déterminées au moment de la contractualisation.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - L'action doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le DOCOB, et vise l'accompagnement d'actions listées dans la présente annexe réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 (réalisées de manière rémunérées ou non). <u>Cette action ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion des milieux forestiers listées dans la présente annexe.</u> - L'action ne se substitue pas à la communication globale liée à la politique Natura 2000. - Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée. - L'animation proprement dite ne relève pas du champ du contrat. 	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit forestiers	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Conception des panneaux ; - Fabrication ; - Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ; - Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose ; - Entretien des équipements d'information - Etudes et frais d'expert - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du 	

	service instructeur
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut - Respect de la charte graphique ou des normes existantes - Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	A renseigner au moment de la contractualisation
Financement et versement des aides	<p>Versement des aides selon les modalités figurant dans le formulaire du contrat Forestier</p> <p>L'aide, versée sur pièces justificatives, est plafonnée aux dépenses réelles effectivement réalisées, sur la base de devis HT ou TTC validés par les services instructeurs selon que le contractant est assujéti à la TVA ou non.</p>
Dispositif financier	Mesure 227 Axe 3 du PDRH
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL), Collectivités territoriales



MAET

- **AQ_NIVE_HE1 - Limitation de la fertilisation azotée sur prairie**
- **AQ_NIVE_HE2 - Gestion extensive des prairies**
- **AQ_NIVE_PF1 - Fauche tardive des prairies remarquable**
- **AQ_NIVE_GC1 - Conversion de grande culture en prairie**
- **AQ_NIVE_RI1 - Entretien des ripisylves**



Cahier des charges n°1		
AQ_NIVE_HE1 - Limitation de la fertilisation azotée sur prairie		
Objectif	Limiter les sources de pollution	
Fiche concernée	QE-02	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétation amphibie à Jussie des marais (EUR 31110) - Herbiers aquatiques à Myriophylle (EUR 3150) - Herbiers aquatiques rhéophiles 5EUR 3260) - Prairie à molinia sur sols calcaires (EUR 6410) - Prairies maigres de fauche (EUR 6510) - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (EUR 7220*) - prairies à cuivré des marais et agrion de mercure 	<ul style="list-style-type: none"> - Cuivré des marais - Agrion de mercure - Desman des Pyrénées - Loutre d'Europe - Vison d'Europe - Cistude d'Europe - Faune piscicole - Ecrevisses à pattes blanches
Localisation	Ensemble du site	
Description de l'action	Les prairies pâturées ou de fauche, notamment en aval du territoire de la Nive constituent des habitats d'espèces (cuivré des marais par exemple). La limitation de la fertilisation sur prairie aura un effet bénéfique sur le développement de la flore caractéristique des habitats naturels. En outre, elle permettra de prévenir le risque de pollution des cours d'eau qui entraînerait une dégradation des habitats d'espèce.	
Type de contrat	MAET AQ_NIVE_HE1 – Limitation de la fertilisation sur prairie	
Éléments engagés	Prairies situées dans le périmètre agroenvironnemental	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit agricoles	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat	
Préalables à la contractualisation	/	
Engagements rémunérés	<p>Socle H-01 Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation P et K totale (hors apports par pâturage) et minérale : fertilisation totale en P limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral, fertilisation totale en K limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : - A lutter contre les chardons et rumex, - A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », - A nettoyer les clôtures. Maîtrise des refus et des ligneux, selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours Brûlage dirigé selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours</p> <p>Herbe1 Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées</p>	

	Herbe 02 Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation azoté totale (minérale et organique hors apports par pâturage) à 90 unités/ha/an Pour chaque parcelle engagée, fertilisation azoté minérale limitée à 30 unités/ha/an
Engagements non rémunérés	/
Points de contrôle	- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de - travaux réalisés par le bénéficiaire) - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	116.86 €/an/ha
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités de la PAC
Dispositif financier	Dispositif 214 I du PDRH – Mesures agroenvironnementales territorialisées
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL)

Cahier des charges n°2		
AQ_NIVE_HE2 - Gestion extensive des prairies		
Objectif	Limiter les sources de pollution Mettre en œuvre une gestion favorable aux habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces Favoriser une gestion naturelle des linéaires d'accompagnement des cours d'eau, fossés et zones humides	
Fiche concernée	QE-02 PR-01	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétation amphibie trufficole à millepertuis des marais - Prairies humides atlantiques et subatlantiques ; - Prairies de fauche mésophiles à lin bisannuel (EUR 6510) - Tourbières basses alcalines (EUR 7230) - Prairies humides atlantiques et sub-atlantiques - Pâturage à grand jonc - Pelouses à Agrostides stolonifère et Fétuque faux roseau - Ourlets riverains mixtes - Peupleraies à strate herbacée élevée 	<ul style="list-style-type: none"> - Cuivré des marais - Agrion de mercure - Loutre d'Europe - Vison d'Europe - Cistude d'Europe - Ecrevisse à pattes blanche - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action		
Type de contrat	MAET AQ_NIVE_HE2 – Gestion extensive des prairies	
Éléments engagés	Prairies situées dans le périmètre agro-environnemental	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit agricoles	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat (15 mai)	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	Socle H-01 Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation P et K totale (hors apports par pâturage) et minérale : fertilisation totale en P limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral, fertilisation totale en K limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : <ul style="list-style-type: none"> - A lutter contre les chardons et rumex, - A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », - A nettoyer les clôtures. Maîtrise des refus et des ligneux, selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours Brûlage dirigé selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours	

	Herbe1 Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées Herbe 02 Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation azoté totale (minérale et organique hors apports par pâturage) à 90 unités/ha/an Pour chaque parcelle engagée, fertilisation azoté minérale limitée à 30 unités/ha/an
Engagements non rémunérés	/
Points de contrôle	- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités de la PAC
Dispositif financier	Dispositif 214 I du PDRH – Mesures agroenvironnementales territorialisées
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL)

Cahier des charges n°3		
AQ_NIVE_PF1 – Gestion des prairies remarquables par la fauche		
Objectif	Limiter les sources de pollution Mettre en œuvre une gestion favorable aux habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces Favoriser une gestion naturelle des linéaires d'accompagnement des cours d'eau, fossés et zones humides	
Fiche concernée	QE-02 PR-01	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétation amphibie trufficole à millepertuis des marais - Prairies humides atlantiques et subatlantiques ; - Prairies de fauche mésophiles à lin bisannuel (EUR 6510) - Tourbières basses alcalines (EUR 7230) - Prairies humides atlantiques et sub-atlantiques - Pâturage à grand jonc - Pelouses à Agrostides stolonifère et Fétuque faux roseau - Ourlets riverains mixtes - Peupleraies à strate herbacée élevée 	<ul style="list-style-type: none"> - Cuivré des marais - Agrion de mercure
Localisation	Prairies remarquables dans la plaine alluviale de la Nive et de ses affluents Prairies maigres de fauche situées majoritairement dans la plaine alluviale de la Nive aval et dans la plaine agricole de Saint Jean Pied de Port	
Description de l'action	De nombreux habitats d'intérêt communautaire et habitats d'espèces nécessitent un développement tardif pour s'exprimer. C'est le cas par exemple des prairies de fauches mésophiles pour lesquelles une fauche tardive sera favorable au développement d'une diversité floristique.	
Type de contrat	MAET AQ_NIVE_PF1 Gestion des prairies remarquables par la fauche	
Éléments engagés	Vous pouvez engager dans la mesure « AQ_NIVE_PF1 » les surfaces en prairies essentiellement gérées de manière extensive par la fauche, en priorité les surfaces correspondant à un habitat d'intérêt communautaire. Le diagnostic parcellaire permettra d'orienter le choix des mesures à contractualiser au regard des caractéristiques écologiques de la parcelle.	
Conditions spécifiques d'éligibilité	En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE, rappelées dans la notice d'information, vous devez respecter la condition spécifique à la mesure « AQ_NIVE_PF1 » : réalisation d'un diagnostic parcellaire.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit agricoles	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat (au 15 mai)	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	CI4 Réalisation d'un diagnostic d'exploitation avant le dépôt de la demande : Il permettra d'identifier et de localiser les habitats sur lesquels portent les mesures proposées sur un territoire Natura 2000 et d'identifier ainsi les parcelles pouvant être engagées dans ces différentes mesures. Il comprendra : <ul style="list-style-type: none"> - une cartographie des unités de gestion concernées où seront digitalisés les habitats (en précisant les habitats d'intérêt communautaire) - Un diagnostic de l'état de conservation des habitats sur la parcelle engagée - Les préconisations de gestion ainsi que les dates d'absence de pâturage. Le Syndicat Mixte du bassin versant de la Nive réalisera les diagnostics.	

	<p>Socle H-01 Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation P et K totale (hors apports par pâturage) et minérale : fertilisation totale en P limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral, fertilisation totale en K limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : - A lutter contre les chardons et rumex, - A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », - A nettoyer les clôtures. Maîtrise des refus et des ligneux, selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours Brûlage dirigé selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours</p> <p>Herbe1 Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées</p> <p>Herbe 02 Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation azoté totale (minérale et organique hors apports par pâturage) à 60 unités/ha/an Pour chaque parcelle engagée, fertilisation azoté minérale interdite</p> <p>Herbe 06 Absence de fauche et de pâturage 40 jours avant la grenaison (défini dans le diagnostic d'exploitation) sur la totalité de la surface engagée. (déprimage précoce interdit) Respect de la période d'interdiction de fauche et de pâturage sur les parcelles engagées</p>
Engagements non rémunérés	/
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des canaux ou fossés - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	307.62 €/an/ha
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités de la PAC
Dispositif financier	Dispositif 214 I du PDRH – Mesures agroenvironnementales territorialisées
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL)

Cahier des charges n°4		
AQ_NIVE_GC1 - Conversion de grande culture en prairie		
Objectif	Limiter les sources de pollution	
Fiche concernée	QE-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétation amphibie à Jussie des marais (EUR 31110) - Herbiers aquatiques à Myriophylle (EUR 3150) - Herbiers aquatiques rhéophiles 5EUR 3260) - Prairie à molinia sur sols calcaires (EUR 6410) - Prairies maigres de fauche (EUR 6510) - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (EUR 7220*) - Prairies à cuivré des marais et agrion de mercure 	<ul style="list-style-type: none"> - Agrion de mercure - Cuivré des marais - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Cistude d'Europe - Faune piscicole
Localisation	Parcelles en monoculture de céréales situées le long de la grande Nive ou dans la plaine de Saint Jean Pied de Port	
Description de l'action	Cette mesure vise à limiter l'impact des pratiques agricoles sur la qualité des cours d'eau en incitant les exploitants agricoles à implanter des couverts herbacés avec une fertilisation minérale ou organique limitée (hors apport éventuels par pâturage) dans des zones à fort enjeu environnemental (bordure de cours d'eau), au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité.	
Type de contrat	MAET AQ_NIVE_GC1 – Conversion de grande culture en prairie	
Eléments engagés	Prairies humides situées dans le périmètre agro-environnemental	
Conditions spécifiques d'éligibilité	<p>Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE, rappelées dans la notice nationale d'information. Le plafond des aides pour cette MAET est fixé à 3600€ par exploitation, soit au maximum 13ha par exploitation.</p> <p>En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE, rappelées dans la notice d'information, vous devez respecter la condition spécifique à la mesure « AQ_NIVE_GC1 » : réalisation d'un diagnostic parcellaire.)</p>	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit agricoles	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat (au 15 mai)	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic parcellaire sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<p>CI4 Réalisation d'un diagnostic d'exploitation avant le dépôt de la demande pour définir le type de mélange à apporter et la gestion optimale.</p> <p>Socle H-01 Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation P et K totale (hors apports par pâturage) et minérale : fertilisation totale en P limitée à 90 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral, fertilisation totale en K limitée à 160 unités/ha/an, dont au maximum 60 unités/ha/an en minéral Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : - A lutter contre les chardons et rumex, - A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de</p>	

	<p>lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », - A nettoyer les clôtures. Maîtrise des refus et des ligneux, selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours Brûlage dirigé selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la PHAE2 en cours</p> <p>Herbe1 Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées</p> <p>Herbe 02 Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation azoté totale (minérale et organique hors apports par pâturage) à 90 unités/ha/an Pour chaque parcelle engagée, limitation de fertilisation azoté minérale à 60 unités/ha/an Création et entretien d'un couvert herbacé Respect d'une largeur minimale pour la surface implantée si la localisation de la parcelle ou bande enherbée est en bordure d'un élément paysager : respect d'une largeur minimale de 1 m pour chaque surface engagée en bordure de cours d'eau : respect d'une largeur minimale de 5 m pour chaque surface engagée dans les autres cas, respect d'une largeur de 10m</p> <p>Couvert 06 Respect des couverts autorisés : graminées fourragères et/ou crucifères (possibles en mélange) et légumineuses (possibles en mélange). Cf. 3.2.3. Caractéristiques du mélange à semer</p>
Engagements non rémunérés	<p>Le couvert herbacé doit être implanté sur les surfaces engagées : - à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement. - à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande. (Derrière du maïs l'implantation doit donc être réalisée l'automne précédant la contractualisation ou le printemps de l'année de contractualisation).</p> <p>Le respect des limitations en apports organiques et totaux sera vérifié hors restitution par pâturage.</p> <p>Compte tenu de la prise d'effet des engagements au 15 mai de l'année du dépôt de la demande, le respect des quantités maximales d'apports azotés, totaux et minéraux, sera vérifié du 15 mai de l'année n au 14 mai de l'année n+1, chaque année au cours de 5 ans. La restauration de prairies peut se faire pour plusieurs types de prairies qui conditionneront le type de mélange à apporter : bord de cours d'eau (prairies humides), prairies mésophiles... Le mélange à apporter sera différent selon le type de prairie à restaurer. Le choix du mélange se fera lors du diagnostic parcellaire préalable.</p>
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des canaux ou fossés - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	274.86 €/an/ha
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités de la PAC
Dispositif financier	Dispositif 214 I du PDRH – Mesures agroenvironnementales territorialisées
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL)

Cahier des charges n°5		
AQ_NIVE_RI1 - Entretien des ripisylves		
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir ou restaurer les ripisylves - Assurer la libre circulation des espèces sur leurs habitats respectifs 	
Fiche concernée	CE-03	
Habitats et espèces concernés par l'action	Habitats naturels visés	Espèces favorisées
	<ul style="list-style-type: none"> - Végétations forestières alluviales à Saule blanc ou érable Negundo (EUR 91E0*) - Forêts alluviales à Alnus Glutinosa et Fraxinus excelsior (EUR 91E0*) - Aulnaies-frênaies alluviales à hautes herbes (EUR 91E0*) - Habitats naturels de la Loutre d'Europe ou du Vison d'Europe 	<ul style="list-style-type: none"> - Vison d'Europe - Loutre d'Europe - Desman des Pyrénées - Cistude d'Europe - Faune piscicole
Localisation	Habitats d'intérêt communautaire concernés et habitats d'espèces	
Description de l'action	<p>En bordure de cours d'eau, la ripisylve est une zone de transition entre les milieux aquatique et terrestre. Elle offre un ombrage propice aux espèces recherchant des eaux fraîches. En outre, un entretien non intensif garantit le maintien de branches basses, favorable à la fraie. Elle joue par ailleurs un rôle essentiel pour le maintien et la stabilisation des berges, la protection contre le ruissellement et agit comme un filtre entre le cours d'eau et les prairies et cultures, notamment en période d'épandage. Sa présence assure également le maintien de la biodiversité (écosystème complexe d'espèces animales et végétales inféodées).</p> <p>L'entretien approprié de cette bande boisée, de type « haie » du côté de l'espace agricole et de type « gestion douce » du côté du cours d'eau répond ainsi aux enjeux « biodiversité » et « eau ».</p>	
Type de contrat	Contrat MAET AQ_NIVE_RI1 – entretien des ripisylves	
Éléments engagés	Vous pouvez engager dans la mesure « AQ_NIVE_RI1 », toute ripisylve du territoire telle que définie ci-dessus, sur un linéaire d'au moins 50 m, et localisée le long d'un cours d'eau, dans la limite du plafond fixé dans la région de votre siège d'exploitation (Cf. §4.2 de la notice du territoire).	
Conditions spécifiques d'éligibilité	Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAE, rappelées dans la notice nationale d'information. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « AQ_NIVE_RI1 » n'est à vérifier.	
Bénéficiaire du contrat	Propriétaires et ayants droit agricoles	
Durée du contrat	5 ans à compter de la date de prise d'effet du contrat (au 15 mai de l'année)	
Préalables à la contractualisation	Un diagnostic environnemental sera réalisé préalablement à la contractualisation	
Engagements rémunérés	<p>Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - type d'intervention, - localisation, - date, - outils <p>NB : si vous faites réaliser les travaux par un tiers, conservez les factures qui vous seront demandées en cas de contrôle sur place.</p> <p>Mise en œuvre du plan de gestion pour le type de ripisylve engagée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des interventions requises d'entretien des arbres, du côté de la parcelle et du côté du cours d'eau ; - enlèvement des embâcles <p>Réalisation des interventions pendant la période de septembre à mars</p> <p>Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (ex: cas des chenilles)</p>	

	Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches et qui effectuent une section nette tels que lamier et sécateurs. Les épareuses et broyeur à fléaux ne sont pas autorisés.
Engagements non rémunérés	Les obligations d'entretien des ripisylves engagées portent sur les 2 cotés de la ripisylve (côté de la parcelle et côté du cours d'eau).
Points de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des canaux ou fossés - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente
Coût de l'action	0.99€/ml
Financement et versement des aides	Versement des aides selon les modalités de la PAC
Dispositif financier	Dispositif 214 I du PDRH – Mesures agroenvironnementales territorialisées
Contribution des financeurs	Europe (FEADER), État (Crédits MEDDTL)

Maître d'ouvrage : MEEDDAT – Direction Régionale de l'Environnement Aquitaine

Directeur de la publication : COPIL du site Natura 2000 « La Nive »

Suivi de la démarche :

Christophe Belot (DREAL Aquitaine), Ghislaine Brodiez (DREAL Aquitaine), Romain Dupere (CREN Aquitaine), Juliette Friedling (DDTM 64), Catherine Giroux (Agence de l'eau Adour Garonne), Angélique Masson (Agence de l'eau Adour Garonne), Emilie Laborde (DDTM64), Ludovic Olicard (CBNPMP), David Paulin (CBNSA), Laurence Reveillé (DDTM 64)

Structure porteuse et opératrice: Syndicat mixte du Bassin Versant de la Nive (SMBVN)

Rédaction / Coordination / Cartographie : Jérémie Coinon (SMBVN)

Diagnostic écologique, cartographie des habitats naturels et études écologiques complémentaires :

Maxime Cosson, Romain Bouteloup, Stéphan Tillo, Charly Pichon, Frédéric Mora, Thomas Luzzato, Julien Cordier
(Bureau d'études BIOTOPE)

Ont également contribué à la réalisation de cet ouvrage :

Maxime Diribarne, Miren Iturrioz, Piero Rouget, l'ensemble des élus et acteurs locaux »

Validation scientifique : M Soulier

Référence à utiliser

COINON, J – DOCOB du site Natura 2000 « La Nive » - Cahiers des charges types. *Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Nive*, Ustaritz, 2012, 53 pages.